

**Comment le Secteur des Assurances peut
fournir de l'Assistance si les Distributeurs
Automatiques cessent de Fonctionner**

Table des matières

Le cygne noir.....	1
Sortir des sentiers battus.....	3
“Une centime pour vos pensées, un petit pain pour votre honnêteté”.....	4
Comment tout cela va marcher – Reçus en tant que monnaie Scrip.....	6
Idées pour mise en œuvre – Détaillants.....	6
Idées de mise en œuvre – Grossistes et transactions de type “Business-to-Business/Commerce à commerce”.....	7
Considérations pour une mise en œuvre et une coordination étendue.....	7
Principales parties prenantes (Toutes sont d’importance égale, indépendamment de l’ordre dans lesquelles elles sont listées ci-dessous).....	7
Ressources nécessaires – Immédiatement.....	8
Ressources Nécessaires – Long-Terme.....	8
Conclusion.....	8

Le cygne noir

L’« impensable » arrive assez régulièrement dans le monde de la finance (environ tous les 7 à 10 ans), pourtant les responsables en place semblent toujours tomber des nues lorsque cela arrive réellement. Ces événements initialement inimaginables ont maintenant un nom : événement « cygne noir », comme l’a désigné Nassim Taleb dans son livre « The Black Swan »:

https://en.wikipedia.org/wiki/Nassim_Nicholas_Taleb

https://en.wikipedia.org/wiki/Black_swan_theory

Cependant, on peut soutenir que ces événements sont eux-mêmes prévisibles en ce sens qu’ils VONT se produire – seul leur moment d’apparition est incertain. Il est aujourd’hui courant que les gens reconnaissent, avec du recul, l’imminence des problèmes qui ont surgit en 2007 et début 2008 concernant le secteur bancaire mondial – mais auparavant, personne ne semblait trop inquiet (publiquement) sur ce sujet. Le terme « Trop gros pour échouer » (Too Big To Fail – TBTF) n’était presque jamais utilisé au cours de cette période. Maintenant cela est rentré dans le langage courant.

Faisons une avance rapide jusqu’à l’année 2016 : il y a eu beaucoup de déclarations d’autosatisfaction au sein du secteur financier (banques, assurances, fonds d’investissements) concernant les causes de la dernière crise. Il est courant de débattre voire de vanter combien la « gestion des risques » a été améliorée afin que cela « ne se reproduise jamais ».

Une différence importante défendue avec force, a été l’introduction de règles indiquant que les banques TBTF doivent maintenant avoir un « testament de vie » dans le cadre de leur gestion des risques. Si ce règlement est mis en place en cas de crise réelle, le but de ces prétendues règles est d’empêcher tout « risque systémique » par la contagion d’autres institutions qui deviendraient insolubles:

[http://www.shearman.com/~media/Files/NewsInsights/Publications/2012/05/Living-Will-Requirements-for-Financial-Institutions/Files/View-full-article-Living-Will-Requirements-for-Financial-InstitutionsFI.pdf](http://www.shearman.com/~media/Files/NewsInsights/Publications/2012/05/Living-Will-Requirements-for-Financial-Institutions/Files/View-full-article-Living-Will-Requirements-for-Financial-Institutions/Files/View-full-article-Living-Will-Requirements-for-Financial-InstitutionsFI.pdf)

Toutefois, comme l'indique le lien de l'article ci-dessous, les gestionnaires de risque ont encore « un train de retard » et peuvent être en train de résoudre un problème qui peut s'avérer plutôt éloigné de la plus grande menace systémique devant nous:

<http://www.theguardian.com/Sustainable-Business/2015/Oct/24/cyber-attacks-could-be-Bigger-Threat-to-our-Banking-System-than-Bad-debts>

Si vous êtes responsable de la gestion des risques d'une entreprise (CRO Chief Risk Officer), il est relativement aisé de dire à vos chefs que vous avez eu à faire avec un problème qui a déjà eu lieu dans le monde réel. Votre modèle sera essentiellement un scénario basé sur ce qui a déjà eu lieu, et vous ferez des tests de résistance de votre entreprise selon ce scénario (et certains scénarios du même ordre mais un peu plus grave). Puis vous rassemblez le tout dans une présentation « PowerPoint » pour démontrer comment votre société gère bien ses risques.

C'est une toute autre affaire d'évoquer la réalité brute:

« Je mentirai si je ne vous disais pas que je reste éveillé chaque nuit m'inquiétant de la qualité des infrastructures informatiques de notre société qui peuvent ruiner d'un coup, non seulement notre société, mais aussi l'économie mondiale. Il est impératif pour nous d'investir les millions nécessaires pour améliorer notre technologie et de l'intégrer dans tous nos systèmes. »
Cependant, cette vérité crue est un bon moyen pour pointer très rapidement au chômage.

« Eh bien, sous une variété de scénarios, nos modèles convergent vers le même résultat... » Le scénario en question est décrit dans le lien de l'article du Guardian ci-dessus – une panne majeure d'infrastructure IT (Informatic Technology) dans une grande banque, ou une cyberattaque, provoquant une panne généralisée du système financier informatique. Nous avons vu comment l'échec d'une seule institution ayant une importance systémique peut déclencher un effet domino quand Lehman Brothers a fait faillite en septembre 2008. Cependant, que se passe-t-il si un événement mettant en échec une infrastructure informatique, tel que décrit ci-dessus, se produit simultanément dans plusieurs institutions financières multinationales de grande envergure?

J'ai travaillé en tant qu'actuaire pendant près de vingt ans, la gestion des risques est censée représenter une part critique de mon métier. Comme cet article le suggère, des infrastructures informatiques vieillissantes peuvent signifier qu'un système puisse cesser de fonctionner pendant une période étendue, par manque d'investissements. De plus, ces faiblesses peuvent être facilement exploitées, et de multiple façons, par différentes formes de piratage informatique, de cyberattaques. Cela constitue un ÉNORME risque systémique... mais où sont passées les sources de financement pour corriger cela à travers le temps? Qu'en est-il des groupes de réflexions (« brainstorming task forces ») pour identifier et résoudre les problématiques d'infrastructures IT vieillissantes ?
Finalement, où sont les personnes en charge de faire appliquer les réglementations en vigueur pour tenir ces institutions responsables de la réponse aux risques systémiques ?

Malheureusement, la volonté de vraiment corriger le problème n'existe pas – seules des « bandes de scotchs » sont financées afin que rien ne soit visible sous la loupe du régime actuel. La pression pour des résultats financiers à court-terme ne laisse pas de place pour planifier des événements de 'dimension historique'. Cela est particulièrement vrai concernant la possibilité de mettre en œuvre des contres-mesures proactives pour éviter un effet domino pouvant anéantir l'économie d'un pays, d'un continent, ou du monde entier.

C'est pourquoi il est nécessaire de considérer ce qu'il est possible de faire à travers les contraintes du monde réel, plutôt que de se contenter de faire confiance aux résultats de stress-tests. Dans le monde réel, dans la vraie vie, des vies sont en jeu – et pas simplement des chiffres. Si le problème est très répandu (à l'échelle d'un continent) et dure suffisamment longtemps, cela peut engendrer un

effondrement total de la société.

En tant que statisticien voyant la ‘gestion du risque’ comme une responsabilité d’ordre professionnel envers le public en général, observer une telle mollesse de la part de cadres dirigeants et de régulateurs est atterrant. Une grande partie de mes études ont été passées à démontrer la nécessité de protéger sa richesse – non seulement pour les clients de mon employeur, mais aussi pour la société en général.

L’effondrement systémique du système financier informatique – même pour une durée aussi brève qu’un ou deux jours – aurait des effets dévastateurs sur la richesse sociale. Je reste convaincu que nous avons besoin d’une solution alternative viable qui puisse être mise en œuvre rapidement et à grande échelle pour s’assurer que les échanges commerciaux puissent continuer. Au minimum, les biens et services de première nécessité doivent être rendus disponibles pour les gens dans le besoin.

Si nous parvenons à maintenir un niveau de base du commerce via des moyens créatifs, tout en restant légaux en utilisant les principes de l’assurance, nous pouvons évidemment atteindre l’objectif principal qui est de sauver des vies et de minimiser les souffrances au sein de la population. Mais pour ceux privilégiant l’aspect financier par rapport à l’aspect humain durant de telles crises, la chance est de votre côté puisque des opportunités financières importantes demeurent, afin de maintenir le réseau de distribution. Simplement, si la civilisation entière s’effondre de manière précipitée, quel sera votre retour sur investissement ? Vous perdrez probablement tout – peut-être même votre propre existence. Alors que subir une perte financière modérée du fait de partager la charge de garder un niveau de commerce fonctionnel est un bien meilleur ‘retour sur investissement’.

Ceci a été écrit d’une manière quelque peu ironique. Si ce scénario arrive, il est absolument primordial de regarder au delà du résultat financier ou du bilan de votre employeur étant donné l’ampleur de la crise. Cet article se concentre sur l’utilisation d’un produit d’assurance relativement méconnu et sur sa modification afin de servir l’intérêt public durant des moments difficiles. La finance doit être au service de la population – et non l’inverse.

Sortir des sentiers battus

Dans l’article suivant, une attaque d’envergure touchant de multiples institutions est longuement abordée et les propositions d’un régulateur sont exposées. Cependant, il ne semble pas y avoir eu d’initiatives réglementaires majeures mises en place depuis que cela fut publié en Février 2015:

<http://www.usatoday.com/story/money/business/2015/02/25/lawsky-goldman-sachs-banks/23995979/>

Cette inquiétude n’est pas seulement propre aux États-Unis, comme le montre l’article suivant. Une fois encore, aucune initiative majeure n’a été décrétée depuis cette publication:

<http://pubdocs.worldbank.org/pubdocs/publicdoc/2015/5/285251432913965615/Cyber-Preparedness-Seminar-Working-Paper-May-2015.pdf> (Lien plus fonctionnel)

[CyberPreparednessSeminarWorkingPaperMay2015](#) (Téléchargement PDF du lien ci-dessus)

A ce point, ce qui est simplement abordé est plus la confiance sur l’autogestion, le reporting des risques IT. Rien de véritablement innovant n’est considéré comme plan d’action en cas de crise mondiale majeure.

La solution que je propose est certainement plus facile à mettre en œuvre que la loi martiale, plus sûre pour la population, et peut s’avérer au final être beaucoup plus économique si un accord peut être trouvé rapidement et de manière amicale entre toutes les parties. Cette solution ne s’appuie pas sur les armes, couvres-feus, et rationnements militaires. Au lieu de cela, elle repose sur la

coopération entre toutes les strates de la société, et est dérivée d'une d'assurance de type couverture multirisque appelée "Dommages de pertes d'exploitations". Mais le domaine d'application est plus large que ce qui est habituellement assuré via ces polices pour des raisons qui deviendront évidentes à mesure que nous avançons. Pour connaître l'ABC des mécanismes de ce type d'assurance, merci de lire les articles disponibles aux liens ci-dessous:

- http://www.propertycasualty360.com/2009/12/03/lost-business-income-101?page_all=1&slreturn=1466738214
- http://www.nieinsurance.com/loss_of_business_income.html
- <https://www.irmi.com/articles/expert-commentary/business-income-losses-three-column-approach>

De plus, les articles suivants sur l'assurance illustrent des concepts intéressants, au sujet des conséquences potentielles des actions mandatées par des autorités civiles ou inter-juridictionnelles, et enfin le rôle de l'industrie de l'assurance au sein même de la société:

- <https://www.marsh.com/us/insights/research/business-insurance.html>
- https://en.wikipedia.org/wiki/Business_interruption_insurance
- http://www.insurancecompact.org/documents/member_resources_gao_response.pdf
- <https://www.ciab.com/uploadedfiles/resources/roleofinsint.pdf>

Il y a beaucoup d'informations à ingurgiter dans les liens ci-dessus. Pour résumer, ils sont présentés pour défendre la thèse que *"l'industrie de l'assurance est vitale pour le commerce dans notre système économique actuel moderne, et en tant qu'industrie, il est de sa responsabilité de servir l'intérêt public."*

Une implication évidente est que les assureurs sont souvent responsables lorsque l'«impensable» arrive – soit via une perte financière directe ou soit indirectement par une réputation écornée au cas où ils arrivent à s'éviter des pertes substantielles (*"Éviter cet assureur parce qu'ILS ne remboursent pas les réclamations effectuées!"*). De plus, si le système financier informatique est globalement inopérant pour quelques jours – quels seraient les impacts économiques sur le long-terme ? Une fois que les divers systèmes redémarrent, une dépression globale pourrait s'avérer être la conséquence ultime. De plus, tout le secteur financier pourrait être impliqué dans des faillites, acquisitions forcées (Comme le "mariage forcé" de Bear Stearns & J.P. Morgan de Mars 2008), ou des litiges de toutes sortes – bloquant des ressources qui auraient pu être déployées pour sortir l'économie réelle de la crise.

Étant donné les issues possibles résultant d'interruptions de services d'infrastructures liées au système financier informatique mondial – Peut-être que résoudre le problème en sortant des sentiers battus est une meilleure alternative qu'un effondrement social complet ?

Dans la section suivante, nous aborderons comment des petits pains et les assurance pertes d'exploitations peuvent sauver le monde en cas de crise.

"Une centime pour vos pensées, un petit pain pour votre honnêteté"

En 2005, Le livre *Freakonomics* fut publié, chamboulant quelques concepts conventionnels de micro-économie. Une histoire marquante impliquant Paul Feldman a.k.a. « The Bagel Man », ouvra un champ de perspectives intéressant pour l'esprit des consommateurs.

Les liens ci-dessous décrivent en détails les résultats des expérimentations économiques de Feldman:

- <http://understandingcriminology.pbworks.com/f/bagel+story.doc>
- <https://www.youtube.com/watch?v=WIZtBlvIL9A>

L'expérience montra comment les gens 'honnêtes' se comportaient à travers un système d'honneur en pourcentage de biens collectés. Reformulé différemment, chaque jour Paul Feldman livrait des petits pains ainsi qu'une boîte en bois pour collecter les paiements, et il revenait plus tard vers midi pour récupérer la boîte en bois avec l'argent collecté. Évidemment, le taux de paiement n'atteignait pas les 100%. Cependant, il finit par collecter un taux supérieur ou égal à 87%. La vidéo YouTube ci-dessus à 1:37 montre qu'après le 11 Septembre, Feldman observa une augmentation du taux de paiement de 2% et ces taux restèrent élevés pendant au moins 3 à 4 années jusqu'à la publication initiale du livre.

Cela fut accompli en utilisant simplement un système d'honneur pour des paiements au jour le jour – Entre 4 à 6 heures – et sans passer du temps à effectuer différentes tentatives pour collecter les 11 à 13% manquants. Afin qu'il puisse gagner de l'argent à ce qu'il considérait un niveau convenable, il devait simplement ajouter une surcharge pour couvrir le déficit de paiement de 13%.

Quelques facteurs intéressants impactaient le taux des paiements collectés:

- (Temporairement) un événement galvanisant tel que le 11 Septembre augmentaient les taux de paiement.
- Les plus petits bureaux (basés sur le nombre d'employés) avaient des plus hauts taux de paiement.
- Les employés les mieux payés tels que les cadres avaient les taux de paiement plus bas.
- De mauvaises conditions météorologiques étaient corrélées à de plus faibles taux de paiement, et une météo agréable pour la saison avait tendance à augmenter les taux de paiement – ceci en comparaison avec la météo habituelle pour la saison.
- En utilisant les périodes de congés comme référentiel, il fut observé qu'une baisse relative du stress individuel entraînait de plus hauts taux de paiement. Cela fut d'autant plus marqué lors de 'long weekends' comme la fête du travail ou la Pentecôte. Inversement, les périodes de congés comme Thanksgiving ou Noël entraînaient des taux moins importants.
- Si les gens se percevaient redevables (Exemple « Non-bagel » dans le lien YouTube ci-dessus), il y avait beaucoup plus de chance qu'ils paient davantage. Ceci est similaire à l'utilisation d'épouvantails par les agriculteurs comme des moyens de dissuasion.

Ces données sont très fiables, et nous avons maintenant:

- Une solution alternative potentielle qui pourrait restaurer la confiance des grossistes et des détaillants pour garder leurs portes ouvertes. Cela constituerait une mise en application colossale des principes de la couverture « pertes d'exploitation » par l'établissement d'une tierce partie 'payeur de dernier recours' comme moyen de restaurer la confiance afin que les échanges commerciaux puissent s'établir d'une manière honnête et légale. (*Commentaire de l'auteur en anglais: Numerous possibilities exist regarding the structure of such a 'third-party payer'. For this article, the assumption is that funding sources for this backstop mechanism would vary by jurisdiction and would be both implemented and enforced by civil authority without necessitating martial law. En français : de nombreuses possibilités existent quant à la structure d'un tel 'payeur tierce partie'. Pour cet article, l'hypothèse est que les sources financières pour ce mécanisme 'filet de retour' peut varier selon la juridiction et sera à la fois appliqué et mis en place par les autorités civiles sans nécessiter de loi martiale).*)
- Des informations clés sur le comportement des consommateurs qui peuvent être utilisées pour rendre la solution alternative suggérée réalisable à la fois financièrement et logistiquement, ceci à grande échelle.

Dans le scénario de défaillance d'infrastructure que j'ai décrit, le système électronique financier peut être inopérant pendant une période de plusieurs jours voire de plusieurs semaines. Bien que

cette durée allongée pourrait très certainement changer les dynamiques comportementales des consommateurs, le principe général est que l'usage d'un système d'honneur au lieu d'un paiement au moment de l'achat ferait qu'une vaste majorité de personnes créeraient des biens sur des achats potentiels. Cette durée allongée serait favorable dans le sens où des tentatives supplémentaires pourraient être faites pour contacter les personnes qui n'ont pas fait le suivi des paiements – augmentant de façon substantielle le taux final de paiement dû par les consommateurs.

Une méthode pour une mise en œuvre rapide et généralisée est l'utilisation du document le plus élémentaire dans toute transaction financière – le reçu – sous forme de monnaie Scrip:

<https://en.wikipedia.org/wiki/Scrip>

[PFC Ed. note: A ce lien, nous proposons une ébauche d'utilisation de scrip que vous pouvez faire/utiliser: <http://fr.communityleadersbrief.org/2015/11/17/un-plan-de-continuite-commerciale-pour-les-producteurs-les-distributeurs-et-les-detaillants-de-biens-essentiels/>. Cela peut-être utile en cas d'interruptions temporaires du réseau électrique et des télécommunications. Cela peut être utilisé pour des plaintes concernant des paiements non effectués]

La prochaine section va décrire en détail comment cela peut être largement mis en œuvre via une réponse coordonnée et rapide des autorités civiles, dirigeants de PME locales, et politiciens locaux.

Comment tout cela va marcher – Reçus en tant que monnaie Scrip

Cette section décrit les principes élémentaires à la base les transactions individuelles pour les détaillants, les grossistes, et pour toutes les autres formes de commerce où des biens et des services sont fournis contre paiement, dans une monnaie acceptée, à l'intérieur d'une juridiction donnée. Veuillez noter que cela est présenté sous une forme ébauchée. Des améliorations aux concepts de bases présentés sont encouragées, tant qu'elles accomplissent l'objectif de maintenir les échanges commerciaux, ceci à l'intérieur d'une juridiction donnée, d'une manière pacifique et équitable.

Idées pour mise en œuvre – Détaillants

- Entrer le “mode de paiement” comme argent liquide (cash).
- Créer deux copies du reçu, qui fonctionneront comme “reconnaissance de dette” où le consommateur promet de rembourser le détaillant une fois que les transactions financières informatiques fonctionneront de nouveau.
- Le client doit signer et dater les deux copies du reçu, l'encaisseur doit apposer ses initiales et dater le reçu.
- Pour des achats au delà d'un certain seuil comme 50 euros, le client doit fournir ses coordonnées telles qu'adresse personnelle, numéro de téléphone, ou courriel.
- Tous les reçus représentant des montants non recouvrables peuvent être fourni en tant que réclamations sous forme de couverture d'assurance « BII ». Si cette couverture n'est pas réputée applicable d'après les termes d'un contrat commercial donné, une indemnisation peut être cherchée via un remboursement de type client-tiers (voir ci-dessus le commentaire de l'auteur).
- Transactions électroniques pour clients existants: Dans des situations où le client et le détaillant en ligne ont une relation existante, tout transfert électronique de fonds se produirait quand le système financier informatique redeviendrait fonctionnel. En d'autres termes, cela pourrait être ‘des affaires comme d'habitude’ puisque les comptes bancaires et les informations de cartes de crédit/débit auraient déjà été échangées.

- Transactions électroniques pour nouveaux clients: Le traitement de nouveaux clients en ligne serait difficile puisque la vérification des informations de compte serait pratiquement impossible si les banques sont elles-mêmes fermées pendant que les transactions financières sont hors-lignes. Si elles restent ouvertes pour accéder aux informations des comptes clients ‘gelés’, alors il serait possible pour un détaillant de vérifier les informations des comptes clients directement via les représentants de service clientèle des banques.

Idées de mise en œuvre – Grossistes et transactions de type “Business-to-Business/Commerce à commerce”

- Celles-ci sont en fait un peu plus simples à réaliser, parce que tous les achats devraient juste se faire via la gestion de ‘comptes fournisseurs’, et tous les biens vendus ou services fournis se faire via la gestion de ‘comptes clients’. Les ventes seraient juste représentées comme des extensions de crédit et les règlements financiers de toutes les transactions se dérouleraient une fois que les transactions financières électroniques fonctionneraient de nouveau. Chaque société aurait pour responsabilité de développer son propre cadre stratégique, de fournir la documentation nécessaire, de définir les ‘accords’ de crédit, ainsi que d’autres considérations logistiques, et la communication entre les différentes parties pour toutes les transactions.
- Une préoccupation importante ici serait un moratoire temporaire au sujet des faillites et dépôts de bilans qui pourraient être la conséquence de problèmes de ‘cash-flow/flux d’argent’. Toutes les sociétés pourraient être contraintes de rester ouvertes jusqu’à ce que l’ensemble des transactions depuis la période d’arrêt aient été traitées: paiements reçus des clients, indemnités via les contrats d’assurance commerciaux, ou tout autre type de remboursement par des parties tierces. C’est une fois ce traitement terminé que les déclarations de faillites ou de non-solvabilité pourraient être reprises selon les procédures financières et légales d’usage.

Considérations pour une mise en œuvre et une coordination étendue

Principales parties prenantes (Toutes sont d’importance égale, indépendamment de l’ordre dans lesquelles elles sont listées ci-dessous)

- Gouverneur (Maire)
- Législature (Conseil municipal)
- Chambre de Commerce
- Organismes de réglementation des assurances (Exemples: États Unis.> « NAIC & State Insurance Commissioners », Canada> « OSFI »; Grande Bretagne> « FSA », UE> Commission Européenne, Australie> « APR »)
- Entreprises de service public
- Note – Bien que non dédiées spécifiquement à la tâche de maintenir le système de distribution fonctionnel, les forces de police locales et la Garde Nationale peuvent fournir une assistance supplémentaire comme faciliter le trafic des convois de fournitures critiques, ou dans la distribution de nourriture, d’eau, et de médicaments lorsque les circonstances nécessitent leur implication. Maintenir profil bas devrait calmer et réduire les craintes au sujet de l’avènement d’une éventuelle loi martiale, craintes susceptibles d’arriver durant une telle crise.

Ressources nécessaires – Immédiatement

- Du personnel de caisse supplémentaire chez les détaillants
- ‘Surveillance amicale’ chez les détaillants – Comme par exemple les hôtesse dans certaines boutiques mais avec une plus grande interaction avec les clients (Le but étant ici de ‘personnaliser’ chaque transaction et d’inciter verbalement les gens quittant la zone d’achat à bien faire le suivi du paiement en tant qu’acte civique et responsable).
- Personnel comptable temporaire.
- Mise en place d’annonces publiques à partager via toutes les formes de média:
 - Décrire la situation dans des termes compréhensibles par tout le monde.
 - Éduquer sur ce qui est attendu/requis de la part des individus et des sociétés.
 - Inciter les sociétés à embaucher du personnel supplémentaire dans les commerces de détail pour atténuer les temps d’attente de files d’attente rallongées.
 - Faire appel à des volontaires pour des actions de support supplémentaire, comme faire du porte-à-porte chez les personnes âgées et à mobilité réduite, ou participer à des actions de vigilance de quartier afin de dissuader toute forme de crime et de vandalisme.
 - Encourager une surveillance publique des sociétés pour s’assurer qu’aucun prix abusif ou acte cupide n’ait lieu (Une suggestion – pour les gens payant via un reçu “scrip”, ajouter une surcharge de 5% à 10% par achat. Inversement, pour ceux payant avec du liquide ou des pièces d’argent, accorder un rabais de 5% par achat.)
 - Encourager les actes de bienfaisance, bourses d’échanges, ventes de rue, et les transactions point-à-point comme le commerce direct et le troc, comme moyens supplémentaires pour s’assurer que les biens de première nécessité puissent être obtenus.

Ressources Nécessaires – Long-Terme

- Personnes expérimentées dans la revue et le traitement des réclamations faites auprès des assurances.
- Comptables judiciaires pour investiguer la légitimité des plaintes.
- Personnel comptable temporaire.
- Augmentation des capacités de supervision d’audit afin d’analyser les cas reportés de prix abusifs et/ou actions de mercantilisme.
- S’il est avéré que des parties spécifiques causent financièrement délibérément du tort – du fait que le système financier ne fonctionne pas – alors des actions peuvent être initiées pour demander des indemnités pour toute perte financière subie par des individus, des sociétés, et des gouvernements locaux. Un fond de compensation pourrait également être créé comme ceux qui résultent de recours collectifs. Il va sans dire que des personnes reconnues pour leur intégrité seraient requises, afin de surveiller et administrer les décaissements et transferts de fonds, si cela devait se produire.

Conclusion

Cet article décrit le scénario d’une crise financière généralisée sans précédent résultant soit d’une panne d’infrastructure informatique, soit d’une cyberattaque. Les différentes étapes esquissées ci-dessus représentent un plan d’intervention basique. Il est presque certain que des modifications significatives seraient nécessaires – variables en fonction de la région, de la culture, du système légal ou de tout autre circonstance particulière non évoquée ici.

Le point central de cet article est d’insister sur le fait qu’un tel scénario n’a pas lieu d’être un

problème insurmontable. Anticiper en amont le déroulement des événements en constitue la clé. Un ton rassurant aurait besoin d'être rapidement insufflé par les figures publiques et du monde des affaires, en réalisant des accords sur le développement de solutions utilisables, les communiquant clairement et sans ambiguïté via les médias, et en les mettant en œuvre rapidement pour maintenir la confiance de l'opinion. Si cela est accompli, alors l'agitation sociale peut être minimisée afin que les ressources soient déployées vers la distribution de biens et services au lieu de maintenir l'ordre et la loi. Maintenir le public au calme pendant les premières 48-72 heures devrait permettre que la reste de la période d'indisponibilité s'effectue de façon fluide jusqu'à un retour à la normale des systèmes.